

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Politique et les Syndicats (*Varine*). — Lettre à un Communiste français (*Jacques Sadoul*). — L'Italie devant la Révolution (*Sylvia Pankhurst*). — Deux années de dictature économique du Proletariat en Russie (*B. Milhoutine*). — Lettre de *Maxime Gorki* à Wells, etc...

La Politique et les Syndicats

Le Congrès des Syndicats minoritaires de la Seine a voté une intéressante résolution dont un paragraphe sera passionnément commenté dans les milieux syndicaux :

« *Il n'existe qu'une Internationale de la Révolution, la Troisième, celle de Moscou ; la C.G.T., redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire, se doit d'y adhérer et de se déclarer prête à collaborer avec l'organisme politique qui agira révolutionnairement.* »

On voit que nos camarades syndicalistes minoritaires de la Seine ont su tirer profit des leçons de la guerre et de la Révolution russe. L'affirmation essentielle de leur résolution, celle où ils expriment leur volonté de collaborer avec le parti politique dont l'action répond aux aspirations du prolétariat révolutionnaire, prouve qu'ils ont bien compris la véracité de cet axiome de Marx : *Toute lutte de classes est une lutte politique.*

L'aversion des syndicalistes révolutionnaires pour la « politique » se conçoit aisément, si l'on situe historiquement leur point de vue apolitique, si l'on songe au sens qu'ils donnaient au mot « politique », si l'on sait imputer au millerandisme la part qui lui revient dans la réaction opposée par le syndicalisme révolutionnaire au socialisme électoral, gouvernemental et corrupteur. La *Vie Ouvrière* le rappelait avec raison récemment. Mais, ainsi que le disait Zinoviev dans l'*Appel de l'Internationale Communiste aux I.W.W.*, combattre certaine politique, repousser certaine conception de la

lutte politique, n'implique pas pour les ouvriers communistes renoncer à la lutte politique. La lutte politique est inséparable de la lutte dite « économique », et ce serait aveuglement, à l'heure actuelle, que méconnaître cette vérité. Ce qui n'apparaissait peut-être pas très clairement aux travailleurs il y a quinze ans est aujourd'hui, à la lumière des événements, en pleine clarté.

Tout combattant de la cause prolétarienne fait, qu'il le veuille ou non, de la politique. Quelquefois, il en fait comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans le savoir. Mais le rôle des communistes est précisément de donner conscience au prolétariat du caractère de la lutte permanente qu'il soutient contre le patronat et l'Etat capitaliste, c'est-à-dire contre la classe bourgeoise. La doctrine communiste éclaire la nécessité d'attaquer le système capitaliste dans toutes ses institutions, qu'elles soient économiques ou politiques, en usant de toutes les armes qui permettent à la classe révolutionnaire d'affaiblir la domination de la caste ploutocratique.

La conception d'une transformation sociale accomplie exclusivement par la main-mise des producteurs sur l'appareil national de production est une utopie néfaste. Supposer qu'il suffise de s'emparer du système économique pour substituer le règne du Travail à celui du Capital, c'est méconnaître la résistance opiniâtre qu'opposera la bourgeoisie menacée au prolétariat menaçant ; c'est faire abstraction des

forces coercitives de l'Etat bourgeois, qui vaincraient aisément la révolution si la révolution n'était armée ; c'est sous-estimer la capacité de défense de la classe possédante ; c'est, en un mot, envisager une révolution sociale s'accomplissant avec le consentement des privilégiés.

Or, il n'est pas d'exemple historique d'une classe renonçant bénévolement à ses privilèges. Si l'on a vu des particuliers aliéner avec désintéressement les biens qu'ils tiennent de leur situation sociale, et se faire les transfuges de leur classe, on ne saurait citer un précédent de classe immolant ce qu'elle appelle ses droits. La comédie de la Nuit du 4 août n'a été que l'enregistrement du fait accompli. La classe révolutionnaire a donc pour but immédiat la prise du pouvoir politique et la formation d'un Etat prolétarien, mesures sans lesquelles l'expropriation des expropriateurs ne peut devenir une réalité. Vouloir réformer l'économie sans s'assurer les moyens de briser l'opposition des dépossédés et de protéger le processus de transformation, serait mettre la charrue avant les bœufs.

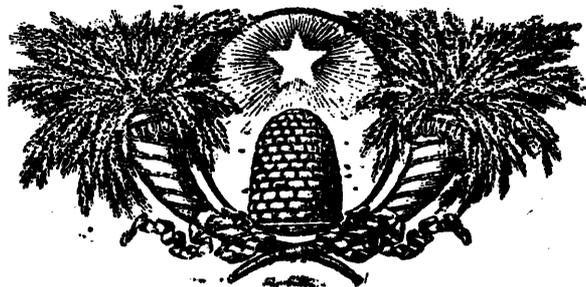
Pas de révolution sociale sans la conquête du pouvoir politique, dont la réalisation n'est possible que par le soulèvement général des masses prolétariennes. Pas de lutte économique sans action politique. A ceux qui ne comprennent pas ces vérités, les événements actuels d'Italie offrent une démonstration lumineuse. Nous assistons au renouvellement heureux des tentatives déjà accomplies à Turin pour la prise de possession des usines par les ouvriers. S'emparant avec facilité de l'outillage industriel, que font les travailleurs ? Ils produisent, dans la mesure où ils obtiennent la collaboration des ingénieurs, jusqu'à épuisement des matières premières. Mais ils ne peuvent contraindre au travail les ingénieurs récalcitrants, ils ne peuvent s'approvisionner en matières brutes, ils ne peuvent écouler les produits. D'où apparaît l'impérieuse nécessité pour le prolétariat d'assurer d'abord sa maîtrise politique avant de réaliser le transfert des organes de production de la classe parasitaire à la classe laborieuse.

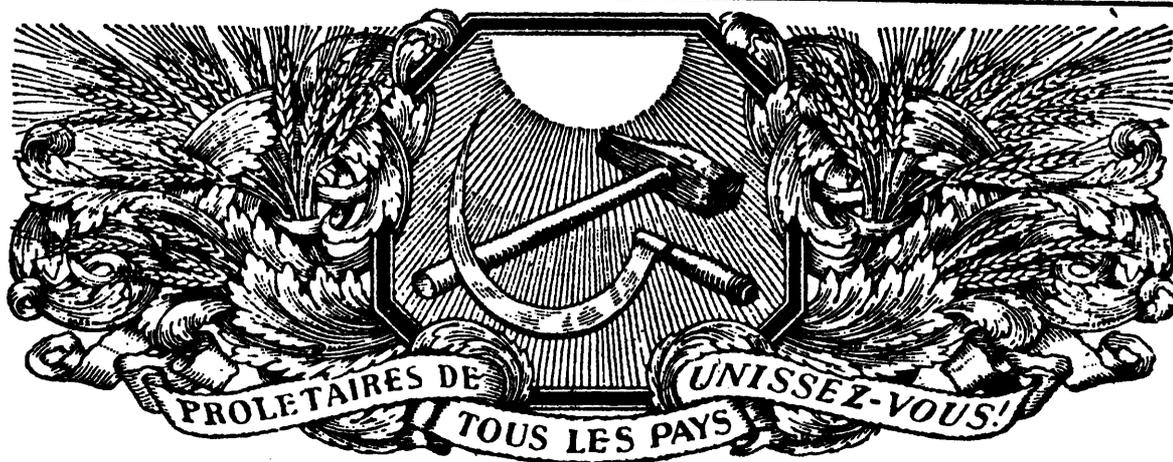
Les syndicalistes minoritaires de la Seine, qui montrent leur pleine conscience de l'interdépendance de l'économie et de la politique, se doivent et doivent à la cause qu'ils défendent de faire pénétrer cette notion dans la masse des syndiqués. Leur première tâche est de réaliser l'unité doctrinale de la minorité

sur la base solide établie par leur résolution. La minorité ne manifestera sa capacité de direction du mouvement ouvrier qu'en tant qu'elle opposera à la politique réformiste de la majorité un programme cohérent et clair de lutte de classe. Il importe qu'elle ne s'égaré ni ne s'épuise en accordant aux questions accessoires l'importance qui revient aux questions principales de doctrine et de tactique.

Au Congrès minoritaire de Marseille, d'excellents camarades ont discuté âprement de « scission » et « d'unité », accordant, les uns à celle-ci, les autres à celle-là, une sorte de vertu magique. C'est mal poser la question. La scission « en soi » est aussi vaine que l'unité « en soi ». Ce qui est essentiel, c'est d'orienter le mouvement ouvrier dans la voie du communisme international. La question se pose donc de savoir si les syndicalistes révolutionnaires et communistes agiront plus efficacement en dehors qu'en dedans de la C. G. T. A cette question, nous répondons : Sortir de l'organisation syndicale, c'est perdre le contact des masses que nous avons le devoir d'éduquer, c'est abandonner des millions de prolétaires à l'influence des traîtres. Rester au contraire, dans l'organisation, et y travailler inlassablement avec les méthodes communistes, c'est le plus sûr moyen de propager le communisme dans le prolétariat, c'est soustraire à bref délai les masses à l'influence corruptrice. Nos camarades ont donc le devoir de rester dans la C. G. T., *tant qu'ils auront la faculté d'y exercer leur action propre*, et de ne pas provoquer artificiellement une scission qui ne répond pas aux conditions actuelles du mouvement ouvrier. Ils ne peuvent proclamer leur impuissance à transformer la C. G. T., tant qu'ils n'auront pas accompli l'œuvre systématique d'organisation et de propagande que l'on attend encore d'eux. Nous sommes convaincus de la possibilité de réaliser au sein de la C. G. T. l'œuvre d'épuration et de redressement que nous sommes à la veille d'accomplir dans le Parti socialiste.

VARINE.





Lettre de Jacques Sadoul. à un Communiste français

La lettre de Sadoul que nous publions ici, a été écrite le 14 avril 1919, c'est-à-dire il y a près d'un an et demi. Elle nous est communiquée avec un invraisemblable retard. Mais nous n'hésitons pas à la publier, car elle contient une juste critique des opportunistes de l'Humanité et du Populaire, de ceux qui devaient devenir à la fin de 1919 les « reconstruc-teurs », et qui, aujourd'hui devant la faillite de leurs conceptions grotesques, se dissocient et vont, les uns à droite avec les social-traitres les autres, à gauche avec les communistes. On remarquera que les critiques de Sadoul correspondent très exactement à celles que nous avons formulées en France nous-mêmes et que les faits ont justifiées depuis, ce qui prouve combien la pensée communiste est une et inaltérable par-dessus les frontières.

Odessa, le 14 avril 1919.

Cher camarade,

En arrivant à Odessa, j'ai eu l'aubaine de parcourir quelques numéros assez récents de l'Humanité et du Populaire. Cette lecture a achevé de me convaincre de l'insuffisance et de l'aveuglement des éléments directeurs du Parti Socialiste Français. Ce n'est pas sans tristesse que je pars en guerre contre des camarades auxquels me lie le souvenir d'une longue collaboration et au moment même où ils me défendent avec une affectueuse énergie. Il faut bien cependant que j'avoue ma déception et mes inquiétudes.

Je dois dissiper avant tout une absurde légende. Dans les lettres privées que j'ai fait par-

venir à mes amis depuis plus d'un an, j'ai répété maintes fois qu'on ne devait point rechercher mes convictions politiques personnelles à travers les notes quotidiennes que j'ai expédiées en France, ces notes n'étant pas l'œuvre du militant mais celles du capitaine Sadoul, informateur politique officiel. Destinées à renseigner exactement, à éclairer et non pas à effaroucher les centres gouvernementaux et parlementaires, elles ne composent rien d'autre que la déposition sincère d'un témoin impartial. Je me suis systématiquement appliqué à ne jamais laisser entrevoir dans ces lignes l'évolution imposée à mes conceptions sociales par le spectacle du mouvement révolutionnaire. Me plaçant pour examiner les faits sur le terrain diplomatique, j'ai constamment tenu à démontrer ce qui tôt ou tard doit être admis par tous comme la vérité, c'est-à-dire la sottise criminelle du boycottage et la vaine ignominie d'interventions qui peuvent bien entraîner des ruines et des souffrances passagères, mais qui n'empêcheront pas, en fin de compte, la victoire de la révolution.

Cette première série de notes (octobre 1917-juillet 1918) fut donc consacrée à peu près exclusivement à l'étude de la situation internationale des relations pouvant et devant être nouées entre l'Occident et la Russie, pour le plus grand profit de tous. Je n'y ai abordé l'examen de la situation intérieure de la Russie, la description des faits et des hommes, que dans la mesure indispensable pour dissiper les illusions répandues dans les pays de l'Entente sur la force des anciens partis et sur la fragilité du nouveau régime. Mes notes auraient pu être signées par n'importe quel

observateur, par n'importe quel bourgeois doué de bon sens et de bonne foi.

Mais il n'est pas permis aux camarades français de tirer argument de ces pages pour me défendre contre l'accusation de bolchevisme. Je revendique l'honneur d'être bolchevik et de l'avoir été dès que la connaissance de la doctrine léninienne d'une part et, d'autre part, la constatation des résultats extraordinaires obtenus par les réalisations méthodiques de cette doctrine, me permirent de mesurer la sottise de notre tactique opportuniste. Mes chefs militaires et civils ne s'y sont pas trompés eux, qui, en décembre 1917, stigmatisaient déjà mon bolchevisme intransigeant. Dès que l'intervention brutale des troupes de l'Entente eût écarté toute possibilité de conciliation et condamné à la stérilité mon activité diplomatique, je redevins militant et me ralliai ouvertement au Parti Communiste russe. Depuis, je n'ai pas cessé de parler, d'écrire et d'agir avec assez d'éclat pour que toute équivoque fût détruite. Les journaux étrangers ont commenté mes « avatars », annoncé mon entrée dans l'armée rouge, résumé plus ou moins mensongèrement mes articles et mes discours. Ne peuvent donc être trompés que ceux qui veulent bien l'être.

Que mes amis me défendent, je les remercierai s'ils soutiennent du même coup la révolution. Mais qu'ils me défendent comme bolchevik et seulement comme bolchevik, je les en supplie.

Ce qui m'afflige surtout, c'est qu'en s'évertuant à me présenter comme un socialiste non bolchevik, comme un démocrate n'approuvant pas mais excusant la révolution prolétarienne au nom des saints principes de la démocratie bourgeoise, par libéralisme rationnel, par « esprit chevaleresque », en un mot par donquichottisme, la plupart des socialistes français avouent implicitement qu'ils ont adopté eux-mêmes cette attitude anachronique et qu'ils ne sont pas bolcheviks, c'est-à-dire qu'ils n'ont profité en rien des enseignements de la guerre impérialiste et de la révolution russe.

Leur opportunisme, constitué par l'abandon des principes socialistes essentiels, est clairement révélé par la position qu'ils occupent en face de la révolution russe. Prenez leurs articles et leurs discours. Ils débordent de l'éloge des bolcheviks... russes, ils retentissent d'acclamations ardentes en l'honneur du Pouvoir des Soviets... russes. A les entendre et à les lire, on serait tenté de les baptiser communistes et communistes fervents. Mais regardez d'un peu plus près. Contraignez ces mêmes hommes à abandonner pour un moment le rôle qu'ils ont choisi, rôle agréable et facile de spectateurs; interrompez les applaudissements, les « bravo loro » passionnés par les-

quels ils encouragent de loin les soldats de la révolution; obligez-les à sauter de la scène du Palais-Bourbon dans la rue, de Russie en France.

Sur la flamme de leur enthousiasme, jetez l'eau froide de cette question positive: admirateurs des bolcheviks russes, êtes-vous des bolcheviks français? Etes-vous prêts à expérimenter demain en France les méthodes bolcheviques? Alors, vous les verrez se troubler, bégayer, se dérober, se chercher et, si vous les poussez à fond, vous arracherez l'aveu que leur bolchevisme n'est qu'un bolchevisme de parade, qu'ils n'usent du bolchevisme que pour l'usage externe, comme d'un article d'exportation, excellent dans les pays exotiques, détestable pour la France; exemple à encourager chez les autres, mais à ne pas suivre chez soi. Vous acquerez la preuve que la plupart de nos chefs socialistes ont couvert à demi leur visage du masque bolchevik dans un double but: faire chanter le bourgeois, l'amener à quelques concessions par la terreur, et surtout retenir les masses militantes qui se dirigent avec une rapidité vertigineuse vers le communisme.

Ce que je présentais à travers les informations trop rares qui nous parviennent, est confirmé par la lecture édifiante que je viens de terminer. Longuet et la plupart de nos leaders du centre multiplient les démonstrations platoniques en faveur de la révolution russe parce que la classe ouvrière va d'instinct vers les formes sociales nouvelles, vers le programme et vers la tactique inaugurée par le bolchevisme. Ils suivent le courant populaire pour ne pas être balayés par lui. Ils crient « vive le bolchevisme », mais ils ne sont pas bolcheviks et n'ont guère envie de le devenir.

Toute leur politique est basement opportuniste, toujours appuyée malgré les grands mots sur la collaboration des classes. Dans ce qu'ils écrivent, on ne découvre pas une once de foi révolutionnaire. S'ils ne sont pas brusquement touchés par la grâce, on peut prévoir qu'un certain nombre d'entre eux trahiront la révolution, que la plupart la retarderont, puis la subiront, mais on en aperçoit peu qui l'aiment avec une suffisante sincérité et qui aient assez de confiance en elle pour la préparer et la précipiter. Ces chefs ne sont pas des guides mais des suiveurs. Ils n'apportent aucun élément de force au prolétariat et ils entravent sa marche. Le devoir de tout révolutionnaire est en conséquence de contraindre ces faux leaders à sortir de l'équivoque s'ils s'efforcent de la prolonger, sans tenir aucun compte des concessions verbales qu'ils font à la révolution et qui sont la forme la plus dangereuse de leur opportunisme; il faut les dénoncer comme

néfastes, les attaquer comme traîtres et ruiner leur influence par tous les moyens, quels que soient les services qu'ils aient pu rendre dans le passé. Il faut coûte que coûte débarrasser le mouvement de ces impédiments.

Vous n'imaginez pas quelle douleur stupéfaite nous éprouvons ici, après 18 mois de lutte désespérée, de bataille à mort contre la bourgeoisie, de misère, de famine et de sang, en lisant la plate presse qui emplit d'un vide sonore la plupart des colonnes de l'*Humanité* et du *Populaire*. On se sent transporté tout à coup si loin de la révolution, de la lutte de classe, si loin et si bas dans le marécage fangeux de la démocratie bourgeoise ! Hors la vie, hébétée par le crétinisme parlementaire, nos leaders semblent définitivement incapables à mesurer la valeur immense de l'expérience russe qui a, je le reconnais, le tort impardonnable de s'effectuer trop loin du Palais-Bourbon, centre du monde, et au mépris de toutes formes parlementaires. Vous n'imaginez pas la sensation d'agacement que nous procure les comptes rendus de ces joutes oratoires dans lesquelles « nos » députés révolutionnaires rivalisent de courtoisie, de compliments, d'esprit et de grâce avec leurs « chers et honorables » collègues bourgeois. Les députés du prolétariat ne sont-ils plus décidément que les avocats de leurs électeurs ? Ils les représentent à la tribune comme un avocat représente son client à la barre du tribunal. Ils plaident leur cause avec plus ou moins de talent, reçoivent, en regagnant leur banc, les approbations esthétiques de leurs adversaires charmés, puis vont souper en quelque taverne avec l'avocat général qui vient de réclamer et d'obtenir la tête, la bourse ou la sueur de leur client ouvrier ou paysan, avec le ministre ou le député de la bourgeoisie. Entre le peuple et ses mandataires — presque tous ces mandataires — tout lien intime, toute compréhension profonde, toute communion semblent rompus.

Est-il possible que ces mœurs qui choquaient déjà en 1914, persistent encore ? L'Europe est entrée dans l'ère prolétarienne. La révolution frappera demain aux portes de la France. Est-ce que de tels chefs profondément corrompus par le milieu parlementaire (ils sont le produit naturel de ce milieu et je ne songe pas à le leur reprocher, je constate seulement cette corruption inévitable), seront capables ou même désireux de mener la classe ouvrière au combat, non plus au combat oratoire, mais au combat de rues contre la classe ennemie ? N'est-il pas indispensable, en tous cas, de les contraindre à abandonner immédiatement ces vieux et choquants usages de compromission, de collaboration et de camaraderie, à ne plus serrer les mains bourgeoises couvertes de sang ouvrier ?

De telles critiques sont évidemment de nature à indigner nos parlementaires. Endormis et satisfaits, nos leaders n'éprouvent aucun besoin de quitter leurs anciennes positions confortables et tranquilles. Ils demeurent comme devant opportunistes, ce qui voulait dire en 1914 évolutionnistes, ce qui signifie en 1919 contre-révolutionnaires.

A peine s'ils osent flétrir Clemenceau. Lorsqu'il parle de lui, Longuet évoque avec émotion de tendres souvenirs de famille. Semblait plaisante comme toujours. Quand il contemple Clemenceau, il croit se voir dans un miroir, non moins cynique, un peu plus vieux, mais plus viril. Il étale donc sans pudeur une sympathie un peu narquoise mais réelle pour ce vieillard féroce et borné, si largement responsable de la mort inutile de centaines et de centaines de milliers de prolétaires, de la ruine de la France, de la misère atroce dont souffre le grand peuple russe, pour ce sinistre personnage que nous savons capable et avide de renouveler contre les travailleurs les exploits des Versaillais et vers qui les représentants du prolétariat ne devraient jamais tourner les yeux sans lui cracher au visage.

Ils encensent Wilson sans voir que par naïveté, jésuitisme ou canaillerie, (ce n'est pas la cause mais l'effet qui nous importe) le génial Président à face de dégénéré n'est que l'instrument des grands trusts, tyrans du travail.

Ils n'aperçoivent pas encore que la Conférence des Alliés prépare contre l'Allemagne une paix plus brutale, plus criminelle et par conséquent plus stupide encore que la paix de Brest-Litovsk. Insoucieux du ridicule, ils font appel aux bons sentiments et à la sagesse de la bourgeoisie, au lieu de soulever contre elle les masses ouvrières et paysannes ; ils l'adjurent de construire une paix juste et durable, sans comprendre que toute guerre impérialiste a pour conclusion fatale une paix impérialiste, c'est-à-dire une paix de violence et de pillage qui doit faire lever dans l'âme des peuples vaincus le germe des revanches sanglantes et dresser les uns contre les autres les Etats vainqueurs eux-mêmes.

Les Allemands écrasés signeront évidemment la paix quelle qu'elle soit, comme les Russes ont signé la paix de Brest, avec la volonté, non pas d'en exécuter les conditions d'ailleurs inexécutables, mais d'utiliser ce répit pour réparer leurs forces. La France bourgeoise vivra sous la menace permanente d'une agression spécialement redoutable pour elle, la plus voisine, la plus faible, la plus haine des ennemis. Et à l'avenir, dans quelle mesure pourra-t-elle compter sur ses alliés d'hier ? Qu'elle se dégage de toutes illusions. Les sales tractations du traité opposent déjà sur bien des points son fol impérialisme à l'impéria-

lisme non moins fou des autres vainqueurs. Les antagonismes s'exaspéreront lorsque, la paix étant signée, commencera entre ces oiseaux de proie le dépeçage des vaincus. Quand un nouvel orage éclatera, qui sait si, malgré tous les baisers et tous les serments, la France ne se trouvera pas isolée, abandonnée par l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon, que le souci de leurs intérêts égoïstes peut éloigner d'elle demain comme il les avait rapprochés hier, et qui, par ailleurs, ne tarderont guère à s'entre-déchirer pour le partage des derniers lambeaux de l'empire du monde.

Les socialistes ne feront-ils rien pour empêcher ce recommencement de la boucherie mondiale où périrent les survivants de la guerre de 1914-1918 et les jeunes générations ? Ne comprennent-ils pas que le seul moyen dont disposent les masses travailleuses pour échapper à l'affreux destin est la révolution sociale, l'écrasement de la classe capitaliste, seule coupable de la guerre et de la paix impérialistes, de la ruine et du chaos qui vont se développer sans qu'aucun remède bourgeois puisse prévenir la catastrophe finale ? Dans la période historique qui commence, tandis que les nations capitalistes s'enfonceront peu à peu dans l'abîme, nous verrons les jeunes Etats soviétistes, et tout d'abord la puissante Russie, briser tous les obstacles, échapper peu à peu à la crise économique, édifier péniblement, lentement mais sûrement la cité nouvelle, par l'application du système de production socialiste imposé par l'évolution comme seul capable de sauver l'humanité.

Dans tous les pays les socialistes de gauche ont compris cela. Ils savent également que, pour ne pas être surpris par des événements dont nul ne saurait fixer la date mais qu'on doit supposer assez proches, il est temps de se mettre à l'œuvre. Ils sont malheureusement entravés dans leur besogne d'agitation et d'organisation par la trahison des socialistes de droite et par les flottements des socialistes du centre. Leur premier devoir consiste à rompre brutalement avec les traîtres et avec les timides, soit en épurant l'ancien parti, en l'arrachant aux déviations de programme, en sapant l'influence des chefs opportunistes, soit en créant un nouveau parti adhérent à la 3^e Internationale qui ralliera rapidement les révolutionnaires du monde entier. Lutte de classe, action directe des masses, conquête du pouvoir, installation de la dictature du prolétariat des villes appuyé sur les éléments prolétariens et demi-prolétariens des campagnes, destruction de la machine bourgeoise d'Etat, et construction d'une machine d'Etat prolétarienne, participation effective et souveraine des travailleurs au gouvernement par la constitution d'un Etat soviétiste, tels sont les princi-

paux moyens préconisés par la 3^e Internationale comme première étape à couvrir sur la longue route qui conduira l'Europe du servage capitaliste à l'affranchissement communiste.

Les révolutionnaires français doivent adhérer sans retard à la 3^e Internationale. Il n'y a plus de place pour eux dans la 2^e Internationale Jaune dont les dernières manifestations rendent visibles à tous les yeux l'incohérence théorique et l'impuissance. En conservant à sa tête, avec plus d'ineoscience que de cynisme, des traîtres avérés tels que Scheidemann et Noske, valets du capital allemand, assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, la 2^e Internationale s'étale devant l'univers dans toute son abjection de prostituée. En face de cette vieille et grimaçante catin, édentée, décrépète, pourrie jusqu'aux moelles et puant la décomposition, la naissante Internationale, le dernier et le mieux venu des enfants issus de l'union ardente du parti bolchevik avec la révolution saine, vigoureuse, hardie et pure bénéficie déjà du prestige de ses illustres parents. En venant rejoindre les camarades de tous pays veillant autour du gigantesque berceau, les socialistes français affirmeront, non plus en paroles, mais en fait, leur solidarité totale avec la révolution russe, symbole et embryon de la révolution mondiale.

Jacques SADOUL

Vient de paraître :

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50

Jean Brécot

La Grande Grève de Mai 1920

(Préface de Pierre Lemont)

Une forte brochure, indispensable à ceux qui suivent attentivement le mouvement ouvrier. Historique réfutant sans réplique les calomnies répandues contre les « extrémistes » par les dirigeants félon de la C.G.T. Prix : 1 franc.

Kertjenzev

Les Alliés et la Russie

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 3 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

L'Italie devant la Révolution

Cet article fut écrit avant les dernières élections législatives italiennes. Mais nous le publions aujourd'hui, étant donné le caractère d'actualité des renseignements qu'il contient, à l'occasion des événements dont l'Italie est actuellement le théâtre.

« L'Italie est déjà en état de révolution », nous dit un camarade hongrois qui a pris une part active au mouvement révolutionnaire dont la création des Soviets hongrois fut le résultat.

« L'Italie est aujourd'hui ce que la Hongrie était hier. Les mêmes caractères révolutionnaires y apparaissent. On y observe de même la cherté des vivres, le manque des articles de première nécessité, le chômage, la désorganisation dans tous les domaines, tant civils que militaires. »

La lutte pour Fiume, dit-il, hâtera la désorganisation de l'armée : les soldats désireux de désertir se rendront à Fiume, ou plutôt laisseront croire qu'ils s'y sont rendus. L'excuse sera valable aux yeux des officiers approuvant l'annexion. D'Annunzio a donné avec impunité un exemple de désobéissance que d'autres suivront. L'armée et le gouvernement ont adopté, dans la question de Fiume, des attitudes opposées ; un fossé s'est ainsi creusé entre l'armée et le gouvernement : il peut devenir un abîme. L'esprit nationaliste italien a été surexcité ; s'il se déchaînait, il pourrait amener la création d'une république nationaliste. Ainsi surviendrait la révolution bourgeoise après quoi l'Italie, éprouvée par le blocus qu'on ne manquera pas d'exercer contre elle en manière de châtiment, passera, avec le soulèvement des masses, à la dictature du prolétariat, aux Soviets, au Communisme.

Fiume est convoitée par le capitalisme, car sa possession faciliterait les relations commerciales de l'Italie et de l'Europe centrale et le ravitaillement de l'Italie en charbon, en pétrole et en matières premières. Fiume italienne peut être le point de départ de nouvelles conquêtes. Et les Italiens pensent l'impérialisme anglais hostile à leur dessein, parce que l'Angleterre exercerait plus facilement son contrôle sur ce port et sur le territoire qui en dépend s'ils étaient aux mains d'une faible nationalité slave nouvellement créée que s'ils appartiennent à l'Italie.

C'est pourquoi le nationalisme italien stimulé par la presse envenime la question de Fiume. « A quoi sert la Ligue des Nations si elle accorde à l'Angleterre et à la France un butin de guerre considérable, tandis qu'elle le refuse à l'Italie ? »

Par ailleurs nos camarades socialistes parlent d'autres tendances. L'unité italienne est récente. Sous le poids des dettes et des privations — fruits de la guerre — des tendances au séparatisme se manifestent çà et là. Si telle partie du royaume s'en séparait, elle refuserait de reconnaître sa part des dettes de la guerre : et c'est une bonne raison de se séparer. Si l'un des anciens royaumes se sé-

parait, il deviendrait une république et ferait valoir des prétentions démocratiques ; prétentions inévitables à l'heure présente. Mais la démocratie, en temps de disette, ne connaît pas de demi-mesures : ou il faut partager le peu de vivres qui reste et le partager en parts égales, ou le riche prend la part du lion, tandis que le pauvre crève de misère. Devant la famine et le danger il n'y a que deux alternatives : les Soviets ou la dictature du Riche.

Tandis que l'état capitaliste italien lutte contre les difficultés inouïes que la guerre a suscitées, le mouvement prolétarien croît en nombre, en force, en cohésion, en conscience nette et vigoureuse de ses buts.

Le mouvement ouvrier à Turin

A Turin, le Parti Socialiste compte 1.000 membres (1) dont 50 femmes. Les cotisations des membres varient selon leurs occupations : étudiants et ouvriers non qualifiés payent 70 centesimi par mois ; les ouvriers qualifiés payent 5 lire par mois. Tout membre doit appartenir aussi au Parti Socialiste national dont la cotisation annuelle est de 2 lire. Les adhérents du Parti signent son programme et nul n'est admis en son sein si, depuis moins d'un an, il a appartenu à un parti politique bourgeois. Les membres du P. S. doivent aussi être membres du syndicat correspondant à leur profession.

Les clubs socialistes

Outre le Parti Socialiste 25 clubs Socialistes travaillent à Turin, groupant 5.000 personnes. Tout membre du parti doit appartenir à un club, mais les membres des clubs ne sont pas tenus de s'affilier au parti : En fait, les clubs sont les centres de recrutement et d'éducation du parti. Chacun a ses statuts propres et se divise en trois sections : 1° Adultes hommes ; 2° Jeunes gens de 14 à 25 ans ; 3° Femmes et jeunes filles de plus de 14 ans.

Le cas des jeunes filles est en ce moment débattu ; on fait valoir qu'aucune mesure spéciale n'a été prévue pour elles, et l'on examine si elles doivent adhérer aux sections de jeunes gens ou former des groupes distincts.

Jeunesses socialistes

Les 25 clubs socialistes de Turin forment une Fédération et les sections de Jeunes Gens des clubs se rattachent à la Fédération Nationale des Jeunes Socialistes. Les groupes de jeunes socialistes des villes

(1) Note du traducteur. — Nous croyons devoir ajouter que ce petit nombre de militants organisés dans le parti n'est pas une preuve de faiblesse ; comme tous les événements récents l'ont prouvé, le P. S. italien peut compter presque partout et à Turin sans nul doute, sur le concours des masses ouvrières.

et des villages forment des fédérations provinciales, groupées à leur tour en une fédération nationale. L'organisation des Jeunes Socialistes a 27.000 adhérents ; elle dispose d'un organe hebdomadaire tirant à 1.700 exempl. la *Vanguardia*. Un journal pour enfants (*Germoglio*) était publié avant la guerre et va reparaitre après une période de suspension. Dans certaines régions agricoles particulièrement arriérées où il n'y a pas de socialistes parmi les adultes, le mouvement de la Jeunesse Socialiste a poussé des rameaux vigoureux, et l'on trouve parmi ses adeptes des militants qui sont parmi les meilleurs socialistes italiens.

Les Jeunes Socialistes de Turin tiennent des meetings et des réunions, vendent les journaux, organisent des excursions. Leurs brigades de cyclistes rouges, formées chacune d'une centaine d'hommes environ, visitent les campagnes, y improvisant des meetings, y distribuant la littérature de propagande, cherchant à y jeter les fondements de clubs ou d'organisations socialistes.

Les clubs socialistes remplissent dans le mouvement un rôle considérable ; c'est à eux qu'est dévolue la plus grande part de la propagande quotidienne. On reproche quelquefois à leurs membres, d'accorder trop de temps aux divertissements et à la danse. Le fait est que la section des Jeunes Socialistes de Sao-Paulo — l'un des faubourgs ouvriers de Turin — se retira à un moment donné du club, trouvant que, sous l'influence des adultes, on s'occupait trop de récréation et pas assez d'éducation et de propagande.

Remarquons toutefois que si les divertissements étaient trop sévèrement exclus, le recrutement parmi les prolétaires les moins éduqués, en souffrirait.

Organisations socialistes de soldats

Plus de 300.000 soldats démobilisés ont été organisés dans des groupes socialistes spéciaux. A cette œuvre les jeunes socialistes ont largement contribué. La tendance des soldats renvoyés dans leurs foyers à se réunir, au village, pour discuter leurs expériences de guerre s'était fait remarquer ; et, comme ils appartenaient à divers métiers — sabotiers, forgerons, etc., — et comme beaucoup d'entre eux étaient d'ailleurs inaptes au travail, il fut aisé de les organiser en groupes socialistes. Une semblable organisation bourgeoise existe aussi.

Syndicats

80.000 ouvriers sont organisés à Milan, les uns sur une base industrielle, les autres sur une base corporative ; dans l'imprimerie et dans les industries connexes, les deux principes sont combinés.

Comme en Angleterre des Conseils ouvriers (*shop stewards*) existent dans l'industrie métallurgique, mais leur organisation a été jusqu'à ce jour établie sur des bases curieuses et plutôt désavantageuses. Les mécaniciens avaient conclu un accord avec les patrons, accord d'après lequel les Conseils ouvriers devaient être élus par les travailleurs, sur proposi-

tion du Comité Exécutif des mécaniciens, les manoeuvres et les ouvriers des industries voisines n'ayant pas droit de suffrage. Un mouvement se manifeste actuellement qui tend à accorder le droit de suffrage à tous les travailleurs ; il gagne, en toutes les usines.

Les syndicats et les groupements ouvriers ne pratiquent pas de mutualisme. Ce sont uniquement des organisations de combat et ce point est à nos yeux très important.

La "Camera del lavoro"

Tous les groupements corporatifs et les syndicats sont affiliés à la *Camera del lavoro*, (Bourse du Travail), fondée il y a vingt ou vingt-cinq ans. La Ligue Mixte (*Legu Mista*) réunissant ceux qui ne peuvent adhérer à nul autre syndicat y est aussi affiliée.

Bien que les syndicats ne pratiquent pas de mutualisme, une mutualité existe (la *Lutua*) à laquelle les travailleurs peuvent adhérer individuellement et qui est affiliée à la *Camera del lavoro*. Ses membres ont droit à des secours en cas de maladie, d'accident, de grossesse ; ils reçoivent gratuitement l'assistance médicale et légale.

La Société Coopérative adhère de même à la Camera. La Mutua et la Coopérative ont formé l'*Alleanza Cooperativa Torinese*, qui possède à ce jour un capital de 45 millions de liras. La Mutua a 20.000 membres, la Coopérative n'en a que 1.000, tous anciens fondateurs. Le Comité Exécutif de l'Alliance est annuellement élu par les membres des deux organisations parmi les candidats présentés par le Parti Socialiste. Ceci n'est ni obligatoire, ni officiel ; d'autres nominations peuvent avoir lieu ; mais en fait les candidats du Parti Socialiste ne manquent presque jamais d'être désignés.

Le Parti Socialiste a fait à la guerre une constante opposition. Après les émeutes de Turin contre la guerre certains membres patriotes de la Coopérative et de la Mutua, pour la plupart cheminots, tentèrent de s'emparer du Comité Exécutif. La part de fondateur de la Coopérative est de 50 liras et rapporte un bénéfice de 1,50 ; les parts valent maintenant 600 liras environ. Les chauvins promirent que s'ils étaient élus les intérêts seraient payés, pour chaque part non pour 50 liras mais pour 600. Ils promirent aussi que la Coopérative ne vendrait plus qu'à ses membres, question des plus importantes ; en temps de disette, les coopérateurs eussent été ainsi avtagés. En dépit de ces promesses, les candidats du Parti Socialiste furent élus à la majorité écrasante de 3 contre 1.

L'*Alleanza* possède une colonie alpine et une colonie au bord de la mer où les enfants de ses membres peuvent passer gratuitement leurs vacances. Tous les enfants ne pouvant y être reçus, ces avantages sont réservés à ceux dont la santé exige des soins spéciaux.

La *Camera del lavoro* a de vastes locaux hébergeant les bureaux de ces multiples organisations. Elle est pourvue de plusieurs grandes salles de réunions, d'un café, d'un théâtre pouvant contenir 1.200 personnes et dirigé par l'*Alleanza*, d'une bibliothèque

appartenant aussi à l'*Alleanza*. Le Parti Socialiste, les Jeunesses, les syndicats, la *Mutua*, la Coopérative, le médecin et l'oculiste de la *Mutua*, les sages-femmes (dont la permanence est ouverte jour et nuit) ont là leurs bureaux ou leurs cabinets. Le travail n'a rien de pareil en Angleterre ! — Tous les soirs une foule d'ouvriers se presse dans ces locaux et au café où l'on peut consommer du thé, du café, de la bière, des vins, de la glace, etc. On sent bien que c'est le home des foules ouvrières de Turin, un des centres de leur vie, un facteur de leur évolution.

Les 25 Clubs socialistes de Turin ont tous des locaux particuliers, qui, sur une moindre échelle, répètent la *Camera del lavoro*. Nous avons visité à Sao-Paulo un de ces clubs. Un bal avait lieu dans la plus vaste salle ; on jouait aux cartes dans une salle voisine. Ailleurs des membres se choisissaient quelques livres parmi ceux de la bibliothèque. On se récréait aussi dans un jardin. Dans les bureaux nous vîmes les photographies des membres du club tués pendant l'insurrection de Turin. Sao-Paulo est un des centres révolutionnaires de Turin et a reçu le surnom de « République de Sao-Paulo ».

La majorité socialiste de Turin est pour les Soviets et considère l'insurrection armée comme une nécessité. Le soir même de notre visite un meeting avait lieu à la *Camera del lavoro* ; il devait discuter l'organisation militaire des travailleurs.

Trois courants principaux se manifestent dans le mouvement socialiste italien :

1° *Les uns croient que le socialisme peut être établi par l'action parlementaire et veulent obtenir au parlement une majorité socialiste.*

2° *D'autres comptent établir le régime des Soviets et ne veulent user de l'action parlementaire que dans des buts de propagande. Ils pensent que les socialistes ne doivent pas chercher à obtenir une majorité électorale et que l'insurrection peut être nécessaire.*

3° *D'autres encore veulent l'abstention de toute action parlementaire afin de tendre toutes les énergies vers la préparation des Soviets et de l'insurrection.*

Ces deux dernières tendances prédominent à Turin mais il est digne de remarquer que toutes les trois se manifestent dans un Parti Socialiste Unique.

Pietro Rabuzzana, secrétaire du Parti Socialiste de Turin, et Gramsci, rédacteur de l'*Ordine nuovo*, hebdomadaire soviétiste, défendent tous les deux l'emploi de l'action parlementaire dans des buts de propagande.

Rabuzzana et d'autres camarades demandent que tout membre socialiste du parlement soit tenu, au moment de sa candidature, de remettre au Comité Exécutif du Parti une lettre de démission signée à l'avance et dont le Parti pourrait se servir s'il son représentant dévierait de la ligne politique établie. De cette manière la discipline du Parti serait observée parmi les membres socialistes du parlement et assurerait leurs fidélités aux principes qu'ils sont chargés de défendre.

Gramsci, bien que nul député socialiste italien ne satisfasse à son point de vue, ne s'intéresse pas à cette idée. Il dit avec raison que si un député socia-

liste trahissait le Parti et le Parti le « démissionnait », les forces de la réaction s'uniraient pour le soutenir et le renverraient probablement au parlement. Gramsci fonde surtout sa défense de l'action parlementaire sur cet argument que, si le Parti y renonçait, les travailleurs trop arriérés pour voir au delà du parlement sortiraient de la sphère d'influence du Parti et tomberaient dans celle du capitalisme. Il fait aussi valoir son importance au point de vue de la propagande ; en ajoutant que si la censure met toute propagande en échec, les propagandistes peuvent la défier en période électorale. — Pendant ces périodes, dit-il, les ouvriers sont plus révolutionnaires que jamais. La pression arbitrairement exercée dans certains cas sur le corps électoral nous rend ce fait intelligible. On nous a donné à ce sujet des précisions.

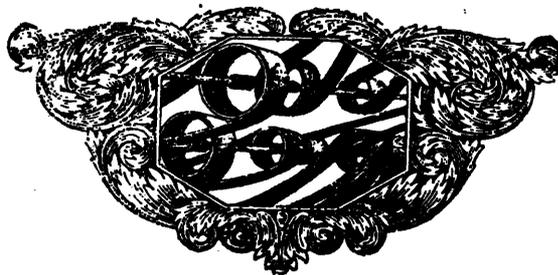
A Iglesias (Sardaigne), les mineurs soutenaient, nous dit-on, la candidature d'un socialiste. La police, pendant une de leurs réunions, glissa des couteaux dans les poches de certains enthousiastes et marqua leurs vêtements à la craie. Arrêtés à la sortie ils furent trouvés porteurs d'armes prohibées et emprisonnés jusqu'après les élections. A Gioia del Colle 500 à 600 socialistes ont été emprisonnés jusqu'après les élections. Dans un autre district une table fut placée à l'entrée du local où se trouvaient les urnes. Les amis du gouvernement entraient en rampant dessous ; les électeurs de l'opposition étaient chassés à coups de gourdin...

Gramsci pense que la révolution italienne peut éclater pendant une période électorale ; et nous avons tenu à lui faire remarquer que les cas qu'il venait de nous citer fournissaient des arguments remarquables à la propagande contre le système parlementaire bourgeois et pour les Soviets, arguments faciles à employer en période électorale.

Les élections générales en Italie ont été décidées par M. Nitti, président du Conseil, désolé de ne pouvoir résoudre la question de Fiume en contentant à la fois l'opinion de la bourgeoisie italienne et le Conseil des Quatre.

Gramsci et les autres militants pensent que le résultat de ces élections sera l'entrée au parlement d'un grand nombre de socialistes, l'élimination des libéraux, un accroissement de forces pour les partis de réaction (y compris les socialistes chrétiens qu'ils considèrent comme plus réactionnaires que les libéraux et qui, disent-ils, obtiendront peut-être un assez grand nombre de sièges en faisant des promesses qu'ils ne peuvent tenir). Un gouvernement fort et militariste est à prévoir et l'on croit qu'il provoquera l'insurrection des travailleurs italiens.

Sylvia PANKHURST.



Deux années de Dictature économique du Proletariat en Russie

En renversant le pouvoir capitaliste le prolétariat s'empare immédiatement non seulement du pouvoir politique, mais aussi du pouvoir économique avec tout son appareil organisateur. Il prend la direction de toute la vie économique.

La classe ouvrière russe a la première engagé la lutte contre le capitalisme et s'est trouvée la première victorieuse dans la révolution mondiale. C'est elle encore qui, la première, a institué la dictature économique et politique du prolétariat. Mais en sa qualité d'avant-garde de la révolution mondiale, c'est contre elle également que sont dirigées les attaques enragées du capitalisme mondial, qui s'efforce d'arrêter la marche du développement historique de la révolution ouvrière.

Le prolétariat russe est contraint de procéder à la réalisation de son programme d'organisation sociale sur les bases communistes, dans une atmosphère de lutte incessante contre la bourgeoisie mondiale, parant à la fois les coups des capitalistes anglais, français, russes et autres.

Ce n'est qu'en partant du point de vue de la réalisation du problème historique échu à la classe ouvrière russe qu'on peut comprendre, expliquer et évaluer à sa juste mesure toute la complication des relations, les résultats acquis, — la situation actuelle en un mot, — et prévoir la marche logique des événements à venir.

Toutes les forces, tous les moyens, tout le travail dans tous les domaines, sont dirigés vers la réalisation de ce problème historique, fondamental, en voie d'être résolu par le prolétariat. Au cours de ces deux années d'existence le pouvoir soviétiste est arrivé à renverser — *en fait* — dans le domaine économique, le régime capitaliste, à délivrer la classe ouvrière des villes et la classe paysanne des campagnes du joug économique des capitalistes et des propriétaires. En ces deux années, le pouvoir soviétiste est arrivé à organiser l'économie nationale dans les intérêts de la révolution sociale et de la lutte héroïque que mène le prolétariat russe contre ses ennemis, défendant et ses conquêtes et le développement futur de la société. En ces deux années, malgré la guerre civile et les conditions difficiles d'une lutte incessante le pouvoir soviétiste est arrivé à créer de nouveaux organes de direction économique, à soutenir la production et même à l'augmenter de nouvelles branches d'industrie ; il est arrivé enfin à intéresser les grandes masses ouvrières à l'organisation de la vie économique.

Notre politique économique durant ces deux années eut quelques points de départ principaux.

En résumant les différents décrets, les résolutions et les règlements, nous pouvons distinguer 4 points fondamentaux dans les cadres desquels s'est développée notre politique économique. Ces points sont les suivants :

En premier lieu, la création de nouveaux organes de direction de la vie économique à la place de ceux du régime capitaliste détruit et l'organisation de ces organes sur ce principe : une part

directe appartient aux masses ouvrières dans la direction.

En deuxième lieu, l'abolition de la propriété privée des moyens de production : la confiscation des terres, la nationalisation des banques, des fabriques, des usines, des mines, de la flotte commerciale — le tout exproprié.

En troisième lieu, l'organisation d'une économie nationale unifiée : — l'organisation de communes soviétistes dans les campagnes, de trusts d'Etat dans l'industrie et la réunion des entreprises isolées sous la direction générale des organes soviétistes.

En quatrième lieu, la remise des produits de l'industrie et de l'agriculture à l'Etat et l'organisation de la répartition par l'Etat.

Telles ont été les réformes fondamentales réalisées pratiquement dans la mesure permise par les conditions de la vie intérieure et extérieure, en proportion des forces dont on disposait, des possibilités techniques et suivant les péripéties de la lutte engagée.

Si nous suivons le développement de notre politique économique durant ces deux années, nous voyons nettement la différence entre la *première* et la *deuxième année* du pouvoir soviétiste. La *première année* représente une période de destruction des vieilles institutions capitalistes. L'expropriation des expropriateurs, la confiscation aux capitalistes et aux propriétaires des moyens de production, la destruction de leurs organisations — tel fut l'objet de l'activité soviétiste durant la première année. Le 26 octobre 1917 paraît le décret sur la confiscation des terres aux propriétaires ; le 28 juin 1918 — paraît celui de la nationalisation de toute la grande production. Toutes les banques et toute la flotte de commerce ont été nationalisées dans la première année ; les sociétés par actions et les différentes organisations capitalistes ont été liquidées au cours de la même année.

Il va de soi que des organes de direction ouvrière étaient créés à mesure et que les mesures furent prises pour l'organisation de l'économie nationale sur des bases nouvelles, mais le centre de gravité restait néanmoins dans le domaine de la liquidation du régime capitaliste et non dans la structure des organes nouveaux. La première année est l'époque des assauts dirigés par les masses socialistes contre le régime capitaliste ; c'est l'époque de la destruction des chaînes du capital et de tout ce qui faisait la base de son pouvoir.

La deuxième année est l'époque où le centre de gravité de l'activité soviétiste se transporte sur le travail positif et créateur dirigé vers l'organisation des nouvelles formes de l'économie nationale, sur l'amélioration et le perfectionnement de l'appareil de direction, sur la hausse de la production, etc..

Le deuxième congrès des Soviets de l'Economie nationale à la fin de décembre 1918 et le congrès du Parti Communiste au mois de mars 1919 — le premier dans ses résolutions et le second dans

son programme, dans le programme accepté du parti — attachent dans le domaine économique une importance particulière à ces questions.

Il est dit dans la résolution du premier congrès : « Le problème fondamental de toute la vie économique est celui de l'unification de l'économie nationale, aussi bien dans les villes que dans les campagnes et du développement des forces productrices, tant dans le domaine de la production des matières premières que dans celui de l'industrie proprement dite et de l'économie rurale ».

« Une centralisation en grand de la direction industrielle, la nationalisation de toutes les branches de l'industrie exigent la résolution des problèmes d'une nouvelle direction ouvrière au moyen d'entreprises gigantesques et de syndicats d'entreprises : elles exigent également la répartition des produits à l'échelle nationale. Ce problème est si compliqué qu'étant donné la famine, le niveau peu élevé de la culture et la guerre civile, sa résolution ne saurait être que très lente ».

Le congrès du parti détermina encore plus nettement la ligne de conduite dans le domaine économique en disant :

« Le but fondamental déterminant toute la politique économique du pouvoir soviétique doit être l'augmentation des forces productrices du pays ».

C'était bien ce que nous exigeons de nos organes économiques, de nos syndicats professionnels, des ouvriers dans les fabriques, les usines et les mines, dans les villes comme dans les campagnes. Tels étaient les buts que poursuivait le pouvoir soviétique dans la deuxième année. C'est sur ces principes que se fondait notre travail quotidien, toute notre activité.

Notre politique économique se poursuivait pendant une lutte incessante, le pays tout entier n'étant qu'un vaste camp retranché et les intérêts de la guerre primant sur tout le reste. La réalisation de cette politique dans la vie pratique exigeait une dépense de forces énorme pour avoir raison de la résistance non seulement extérieure mais intérieure qui nous était opposée. Les attaques des contre-révolutionnaires empêchaient tout autant la réalisation de notre programme que le sabotage ouvert ou secret du personnel technique supérieur, les préjugés de toutes sortes, etc... Il faut remarquer que notre politique était l'expression réelle de la volonté du prolétariat. Aucune idéologie ententiste, bourgeoise ou autre ne trouvait d'écho dans les milieux ouvriers. La politique économique du pouvoir soviétique était l'expression logique de la lutte et des tendances du prolétariat. Nous pouvons le constater avec certitude en analysant les événements de ces deux dernières années.

Deux ans d'efforts consacrés à la réalisation de la politique économique du prolétariat ont donné des résultats déterminés que nous allons examiner ici.

Arrêtons-nous tout d'abord à l'examen de l'organisation de la direction économique dans l'état où elle se trouve actuellement.

Les organes soviétiques dirigeant la vie économique sont basés sur les syndicats ouvriers.

L'appareil de direction est construit sur cette base du haut en bas.

À la tête de toute la direction est placé le *Soviet supérieur de l'Economie nationale* ; dans les provinces — le *Soviet de l'Economie nationale* local.

Toute l'activité du Soviet supérieur de l'Econo-

mie nationale est soumise à la direction d'un *Bureau* de 11 membres. Le Conseil supérieur de l'Economie nationale se divise conformément aux branches industrielles : métallurgique, chimique, textile, électro-technique, etc... en 50 sections de production à la tête desquelles se trouvent des *Présidiums (Bureaux)* de 3 à 7 membres.

Le président du C. S. de l'économie nationale et son remplaçant sont confirmés dans leurs charges par le Comité Exécutif Central des Soviets de toute la Russie ; les membres du *Présidium* — par le Soviet des Commissaires du Peuple, mais les candidatures sont ordinairement soumises au Soviet des syndicats.

Tous les comités des sections du Soviet supérieur de l'économie nationale sont sanctionnés par le Bureau mais après une entente préalable avec le syndicat professionnel correspondant. Dans la composition du Bureau, comme dans celle de tous les comités, entrent au même titre que les spécialistes (ingénieurs, techniciens) des ouvriers.

Les Soviets de l'Economie nationale locaux représentent des organes exécutifs du Soviet supérieur de l'économie nationale et sont construits sur les mêmes principes que ce dernier, tout en étant plus réduits dans leurs proportions.

Les différentes entreprises et les trusts d'Etat possèdent des directions d'usines et des comptoirs composés de 5 à 7 membres chacun (ouvriers et spécialistes) mais ils sont confirmés par la section correspondante du Soviet supérieur de l'Economie nationale ou du Soviet de l'Economie nationale local après entente préalable avec les syndicats correspondants.

Un grand nombre de spécialistes entrent dans la composition des comités et des directions d'usines.

Les dernières données statistiques prouvent qu'il y entre 60 % de spécialistes et jusqu'à 40 % d'ouvriers.

Il est certain que nous ne pouvons pas nous passer de ces spécialistes d'origine bourgeoise mais nous sommes encore loin d'avoir liquidé l'héritage du capitalisme qui faisait du spécialiste — de l'ingénieur, du technicien, du directeur — non un travailleur social, mais un serviteur du patron-capitaliste et de son coffre-fort.

Ce serviteur du capital ne peut pas se défaire d'un coup de ses anciennes habitudes. Il reste et restera encore longtemps, l'admirateur secret du capitalisme des aubaines duquel il vivait.

De là son hostilité pour le nouveau régime ; de là son sabotage ouvert ou dissimulé. Mais la classe ouvrière nous a déjà donné pas mal d'administrateurs et d'organiseurs de grande valeur. Avec le temps ce processus créateur prendra une extension de plus en plus importante.

En même temps nos cadres sont complétés par de jeunes spécialistes, ayant actuellement terminé leurs études et qui n'ont pas subi l'influence dégradante du capitalisme : ils donneront une vie nouvelle à l'organisation de la direction économique.

Le même système d'organisation ou à peu près, a été suivi pour les autres commissariats économiques — le *commissariat national d'Agriculture*, le *commissariat national de l'Alimentation* et le *commissariat national du Travail* ; il est à remarquer que ce dernier ne fait qu'un ou presque avec les syndicats tant par son activité que par la composition de ses membres dirigeants.

De cette manière nous possédons déjà un appareil de direction solidement construit. Il n'est évi-

demment pas exempt de certains défauts sérieux qu'il ne sera pas facile d'éliminer tant que les meilleures de nos forces seront au front.

Cet appareil est lourd ; son fonctionnement est entravé par un fâcheux esprit bureaucratique et par des luttes intérieures continuelles ; mais tout cela changera avec le temps.

En fin de compte nous sommes certains d'arriver à l'unification définitive de cet appareil, ce qui donnera une grande économie d'énergie et en facilitera le fonctionnement.

Nous avons ainsi remplacé l'appareil de direction capitaliste par un appareil soviétiste qui s'est déjà fortement enraciné dans les moindres recoins de notre vie économique.

Malgré toutes les difficultés extérieures et intérieures, cet appareil est parfaitement à la hauteur de sa tâche. Nous allons examiner ici les résultats de son activité.

En résumant ces deux années de travail nous pouvons dire que notre but qui était de faire passer tous les moyens de production des mains des capitalistes et des propriétaires dans celles de la société représentée par les organes soviétistes, a été atteint presque complètement.

La nationalisation des fabriques, des usines, des mines, etc., a été effectuée en commençant par les entreprises industrielles les plus importantes. Des bruits erronés ont souvent circulé en Europe occidentale au sujet de cette nationalisation qu'on prétendait avoir été effectuée sans aucun plan déterminé. C'est absolument faux.

La nationalisation, surtout dans la seconde moitié de 1918, s'est faite d'après un plan très précis, englobant les branches industrielles et les entreprises les plus importantes, indispensables pour l'organisation de l'économie nationale.

La nationalisation a eu une influence énorme non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue politique. En nationalisant les moyens de production nous avons par cela même privé nos ennemis de tout ce qui faisait la base de leur pouvoir et de leur exploitation des masses ouvrières. Nous les avons privés par la nationalisation de toute leur force matérielle.

Quant à la petite industrie et aux coopératives, non seulement la nationalisation ne les a pas touchées, mais elles ont été soigneusement sauvegardées par des décrets spéciaux.

Le tableau suivant donnera une idée des proportions de la nationalisation effectuée durant ces deux dernières années :

Nationalisation pour les années 1918-1919

1. Entreprises 4.000
2. Bâtiment de la flotte du commerce. 16.000
3. Propriétés privées 60.000.000 hectares.
4. Toutes les banques dans toutes les villes.

Ces données sont quelque peu insuffisantes relativement aux entreprises. 4.000 entreprises se trouvent sous la direction du Conseil supérieur de l'Économie nationale, mais beaucoup d'entreprises qui ont été nationalisées par les organes locaux n'entrent pas dans la statistique faite par les organes centraux.

On peut affirmer avec certitude que les 90 % de toute l'industrie se trouvent nationalisés à l'heure qu'il est.

Le capital nous a laissé en héritage des entreprises isolées sans aucun lien entre elles.

Notre but était, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, de construire une organisation de l'éco-

nomie nationale sur la base des principes socialistes.

Il était indispensable de créer dans le domaine de l'industrie et dans celui de l'économie agraire des associations d'entreprises différentes, de les pourvoir de combustible et de matières premières et de réorganiser leur appareil financier.

Tout cela représentait une tâche colossale. Elle est encore loin d'être arrivée à bonne fin. Durant ces deux années le fondement de l'édifice a été posé, mais un grand travail reste encore à accomplir.

En résumant toutes les innovations effectuées dans le domaine de l'organisation économique durant ces deux années nous aurons le tableau suivant :

IL A ÉTÉ ORGANISÉ :

1. Dans le domaine de l'industrie :

1. Trusts d'Etat 90
2. Directions d'usines 4.000
3. Appareils d'Etat pour l'approvisionnement du bois, de la laine, de la tourbe, etc..

2. Dans le domaine de l'économie agraire :

1. Exploitations soviétistes 2.399
2. Communes agricoles 5.961

De cette façon l'industrie et l'économie agraire durant ces deux années ont été non seulement placées dans les cadres de direction des organes de la dictature prolétarienne, mais encore réorganisées intérieurement au point de vue de la production. Une concentration de la production a été effectuée. Des trusts comme celui de l'industrie électro-technique embrassant toutes les entreprises sans exception qui, avant la révolution d'octobre, se faisaient une concurrence impitoyable, ou comme le trust d'Etat de la construction des machines englobant 16 entreprises des plus importantes, représentent un résultat sans exemple dans le domaine économique.

Il en est de même pour les entreprises nationalisées de l'industrie textile, au nombre de plus de 500, qui sont divisées en unions différentes (40 unions) englobant plusieurs entreprises chacune et dirigées par une « direction principale ».

Au point de vue de l'administration financière, de la réception des produits, etc., les trusts des entreprises ont donné de grands avantages. Le règlement des comptes entre les entreprises nationalisées et leurs associations se fait exclusivement par comptabilité sans versements en espèces.

La distribution du combustible et des matières premières se fait également d'une façon plus rationnelle et plus régulière. Si l'on prend en considération la situation extrêmement difficile dans laquelle s'est trouvée la Russie Soviétiste pendant ces deux dernières années au point de vue du combustible, ne disposant que de 10 % du charbon indispensable et de 93 millions de pouds de pétrole au lieu de 400 millions nécessaires, on verra que seule la centralisation de la distribution jointe à une certaine économie nous ont aidés à éviter une terrible crise du combustible. Quant au ravitaillement en matières premières il a été satisfaisant.

Dans le domaine agraire, l'organisation des exploitations soviétistes soumises à la direction des organes soviétistes, a permis non seulement de conserver la culture agraire, les fermes importantes, mais encore a donné au prolétariat industriel le moyen de prendre part au travail agraire établissant ainsi pour la première fois des liens solides entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne. Les terres des propriétaires

étaient si divisées qu'on pouvait craindre la ruine de la grosse production de l'économie agraire.

Nous avions à craindre le développement excessif des instincts de propriété de la petite bourgeoisie. Mais la vie pratique a prouvé le contraire. Les principes de l'organisation socialiste gagnent tous les jours du terrain dans les campagnes. Actuellement plus de 3 millions d'hectares de terres se trouvent déjà concentrés dans les exploitations soviétistes et les fermes communales.

C'est un grand pas en avant. Le développement de ce principe nous permettra d'établir l'économie agraire sur des bases nouvelles, de hausser le niveau de la culture technique et de développer par l'entremise des exploitations soviétistes et des fermes communales une agriculture socialiste.

Revenant à la situation économique et aux résultats de notre activité économique nous devons dire avant tout que cette situation économique, comme résultat de notre activité, dépendait des modifications provoquées par la guerre civile.

Jusqu'au milieu de l'année 1918 nous avons été pris par la liquidation de la guerre impérialiste. Nous avons effectué la démobilisation de notre industrie et nous nous sommes donné pour but de subvenir aux nécessités de la population et de la classe ouvrière. Les capitalistes et les propriétaires étaient vaincus et ne présentaient plus un obstacle sérieux.

Mais l'intervention de la bourgeoisie universelle, qui apporta un soutien efficace à la contre-révolution en Russie et qui fit tous ses efforts pour renverser le pouvoir soviétiste, redonna une énergie nouvelle aux capitalistes et aux propriétaires et ralluma la guerre civile.

Comme résultat de la lutte qu'il nous a fallu soutenir contre cet ennemi, notre base économique a subi de constantes modifications.

Le bassin du Don, l'Oural, le Caucase — ces sources principales de combustible et de matières premières — du charbon, du pétrole, du fer et de l'acier — passèrent de mains en mains. Il y eut des périodes où elles retombèrent sous le pouvoir soviétiste, mais de nouvelles attaques nous les arrachèrent encore, détruisant la production organisée et nous privant des stocks emmagasinés.

Comme résultat final ce fut le centre de la Russie Soviétiste qui devint notre base fondamentale.

La perte du bassin du Don équivalait pour nous à la perte de 80 % de tout notre charbon ; l'occupation de Bakou par les Anglais nous a privés de pétrole, l'occupation du Sud et de l'Oural nous a enlevé le métal. Il n'est pas difficile d'imaginer dans quelles conditions se continua notre vie économique.

Mais en plus des conditions territoriales notre situation économique a souffert encore du fait que nous avons été obligés de remobiliser notre industrie pour les besoins de la guerre.

Telles sont les conditions dans lesquelles s'est développée notre activité économique.

Cependant nous pouvons constater en résumant les résultats acquis, que malgré ces énormes difficultés nous n'avons pas cessé de progresser économiquement.

Examinons les données concernant les branches principales de notre activité économique là où elle s'est écoulée sans interruption durant ces deux années.

Préparation du Combustible et des Matières premières

DÉNOMINATION DES PRODUITS	1918	QUANTITÉ 1919
A. Préparation de combustible.		
1. Charbon.....	près de 30 millions de pouds.	près de 30 millions de pouds.
(Rayons de Moscou et de Borovitch).		
2. Bois.....	4 millions de sag. cubes.	5 millions de sag. cubes.
(PréParé, etc.)		
3. Tourbe.....	58 millions de pouds.	60 millions de pouds.
4. Pétrole.....	93 millions de pouds.	Bakou occupé par les Anglais.
B. Préparation des matières premières, provisions dans les magasins du C. s. de l'Econ. nat.		
1. Lin.....	—	5 millions 1/2 de pouds.
2. Coton.....	2.794 pouds.	6 millions 1/2 de pouds. (en comptant les provisions du Turkestan).
3. Laine.....	—	2 millions de pouds.
4. Chanvre.....	—	2 millions de pouds.
5. Cuir.....	5.461.000 pièces.	2.365.800 pièces (pour 6 mois).
6. Métal (provisions)....	30 millions de pouds.	40 millions de pouds.

Les données ci-dessus ne concernent que le combustible et les matières premières préparées qui sont utilisés par le Conseil de l'économie nationale.

Nous voyons que la situation a empiré au point de vue du combustible avec la perte du pétrole. En 1918 nous avons eu le temps d'emporter le pétrole de Bakou, mais en 1919 nous en avons été complètement privés. Grâce à cette circonstance les chemins de fer (et toute une série d'entreprises) ont été forcés de passer au chauffage de bois, ce qui a provoqué la crise du chauffage des habitations. Avant la guerre les provisions de bois ne dépassaient pas celles que nous avons faites maintenant — de 4 à 5 millions de sagènes cubes, — mais on avait alors du charbon et du pétrole pour desservir l'industrie, tandis que le bois était spécialement réservé aux maisons ; maintenant le bois représente le combustible unique des entreprises industrielles. Au point de vue de la tourbe la situation s'est améliorée (en 1918 — 58 millions de pouds ; en 1919 — 60 millions de pouds).

La préparation des matières premières pour notre industrie textile a été suffisante et les garantit pleinement.

Le lin et les fourrures se trouvent en si grande quantité qu'on pourrait facilement en exporter une partie à l'étranger.

Pour ce qui est du métal la situation a été difficile, nous avons vécu jusqu'ici sur nos vieilles provisions.

Avec la libération de l'Oural et la défaite de Koltchak la situation s'est notablement améliorée ; nous recevons actuellement notre métal de l'Oural.

D'une façon générale on peut dire que les appareils d'approvisionnement du pouvoir soviétiste fonctionnent régulièrement et sont solidement construits. Ils ont non seulement éliminé l'ancien intermédiaire dans la personne du marchand, mais

ils commencent même à faire concurrence aux coopératives.

Nous avons déjà parlé des conditions essentiellement défavorables dans lesquelles se développait notre production — l'occupation des rayons qui nous fournissaient notre combustible par l'ennemi, l'occupation des provinces les plus fertiles, l'envoi du meilleur de nos forces au front — toutes ces causes ont empêché le développement régulier de la production et des forces productrices dans les différentes branches de notre activité économique.

Une partie des entreprises chôment complètement ; les autres fonctionnent dans des proportions réduites. Néanmoins les renseignements fournis par la presse bourgeoise de l'Europe occidentale sur la réduction de notre industrie sont exagérés et faux.

Les dernières statistiques prouvent que plus d'un million d'ouvriers (sans compter les voies ferrées, le commerce, etc.) travaillent actuellement dans l'industrie de la Russie soviétique. Dans certaines branches de l'industrie (dans les mines du rayon de Moscou, dans l'industrie électrotechnique, etc.) toute les entreprises sans exception fonctionnent ; dans d'autres — l'industrie textile par exemple, — le nombre des entreprises fermées atteint 50 %, mais on ne saurait trouver une seule branche de l'industrie qui soit totalement arrêtée. De tels exemples n'existent pas. Le nombre total des travailleurs (ouvriers et fonctionnaires) s'élève au minimum à 3 millions d'hommes.

Dans certains domaines on peut même constater un progrès.

Durant ces deux années nos organes économiques ont entrepris la construction de 15 entreprises importantes, dont certaines sont déjà terminées et fonctionnent à l'heure qu'il est. Tels sont, par exemple, la grande usine de locomotives du gouvernement de Podolsk-Moscou, et la cartoucherie de Simbirsk dont la construction est complètement terminée et qui fonctionnent.

Deux grandes stations électriques l'une à Kachir, l'autre dans les marais de Schtour (devant employer la tourbe), sont sur le point d'être achevées et commenceront à fonctionner dans quelques mois l'une et l'autre. La construction d'une usine d'instruments et de machines d'agriculture est commencée à Saratoff. Mais l'entreprise la plus importante est l'exploitation des gisements de schiste (ardoise) dans les gouvernements de Samara et de Kasan commencée en 1919. C'est un fait de première importance dans notre activité industrielle. En outre des gisements de pétrole ont été découverts dans le gouvernement de Kazan et seront mis en exploitation dans quelques mois.

Les gisements de combustible découverts par nous sur la Volga nous ouvrent des perspectives très brillantes. Nous ne nous arrêterons pas sur les autres innovations d'importance secondaire que nous avons réalisées. Nous voyons d'après ces exemples que le processus créateur de la production, loin d'être arrêté, continue au contraire à progresser. Le côté le plus important de notre activité économique est notre travail pour la défense de la révolution, pour les besoins de l'armée rouge ; nous ne parlerons pas de cette partie de notre production. Les résultats de la lutte en parleront pour nous.

Mais même dans ces conditions le travail accompli pour satisfaire les besoins de la population civile est très important.

Nous citons ici les données sur les principales branches de l'industrie subvenant aux nécessités de la guerre comme à celles de la population civile.

La production et les réserves en 1919

Tissus

Production moyenne — 14 millions d'archines.
Réserve de tissus — près d'un milliard d'archines.

Sucre

Production dans la saison de 1918-1919.

Dans la Russie soviétique — 4 millions de pouds.
Dans l'Ukraine soviétique — 10 millions de pouds.

Allumettes

En 1918 il a été produit 1.032.023 boîtes.

En 1919 pendant 6 mois — 412.809.000 boîtes.

Savon

Production — 20-25 mille pouds par mois.

Sel

Plus de 10 millions de pouds.

Tous ces produits sont distribués selon un système déterminé. L'armée rouge est pourvue en premier lieu ; puis viennent les ouvriers et enfin le reste de la population.

Pour garantir la défense du pays et ses forces productrices il est indispensable de pourvoir à tous les besoins de l'armée rouge et de la classe ouvrière.

Notre activité industrielle est tendue vers la solution de ces problèmes.

Dans la première année après la révolution d'octobre nous avons consacré toute l'industrie aux besoins de la population civile.

Nous avons effectué la démobilisation de l'industrie, mais les événements survenus nous ont obligés de remplacer notre programme « de paix » par un programme « militaire ». Force nous a été de le faire. Mais en modifiant ainsi notre position nous nous rendons très bien compte que seule une attitude générale très ferme au point de vue économique nous permettra de résoudre avec succès nos problèmes militaires. C'est pourquoi nous tournons toute notre attention vers l'intensification de la production en nous efforçant de maintenir à une certaine hauteur la position de notre arrière économique.

Examinons maintenant la question de l'alimentation.

Le problème le plus difficile durant ces deux années était celui de l'alimentation. Les rayons les plus fertiles en blé, tels que la région du Don, le sud de la Russie, le Volga, la Sibérie se trouvaient au pouvoir de l'ennemi, ou passaient de mains en mains.

Lorsque nous avons pris le pouvoir après la révolution d'octobre, les réserves de pain étaient presque nulles. La récolte de 1918 fut au-dessus de la moyenne (dans la Russie soviétique elle a atteint dans 25 gouvernements 1.236 millions de pouds). L'appareil de ravitaillement organisé vers ce moment réussit à emmagasiner 106 millions de pouds. Ceci nous permit d'améliorer l'alimentation de la population dans la seconde moitié de 1918. La récolte de 1919 fut également au-dessus de la moyenne ; de plus toute la région du Volga et une partie de la Sibérie sont tombées entre nos mains.

Les réserves de blé promettent cette année de dépasser celles de l'année dernière. La principale difficulté est dans le transport qui travaille surtout pour les besoins de la guerre. Mais grâce au perfectionnement de l'appareil distributeur on peut compter sur une certaine amélioration à ce point de vue.

La situation alimentaire ne s'améliorera défini-

tivement qu'après que l'armée rouge aura battu Denikine et occupé la région du Don.

Ce tableau ne donne qu'une idée générale de la situation économique de la Russie soviétique et résume les résultats de notre activité dans le domaine économique. Il va de soi que cet article ne saurait embrasser tout ce qui a été accompli par les masses ouvrières dans l'œuvre colossale, créatrice, de la nouvelle société, qui se réalise sous nos yeux.

On peut seulement dire que le prolétariat russe a fermement établi son pouvoir dans la direction économique et politique du pays ; qu'il a su lui soumettre toute l'économie nationale et réduire les différents processus économiques en un système d'organisation unique.

Dans la révolution sociale universelle en voie d'accomplissement, le capitalisme mondial fait des efforts désespérés pour étouffer la Russie soviétique. Le blocus est un des moyens dont il se

sert dans ce but. Mais là encore une cruelle désillusion l'attend. Nous voyons que durant ces deux années de lourdes épreuves la situation économique de la Russie soviétique s'est améliorée, bien que très lentement, il est vrai. L'unification de l'économie nationale donne des ressources nouvelles pour son développement.

La crise économique qui eut été inévitable en régime capitaliste, ne saurait se produire en présence d'une direction organisée de toute l'économie nationale.

Notre politique économique consistera à l'avenir à poursuivre la hausse de la production, l'augmentation de l'auto-discipline des masses ouvrières et le perfectionnement de l'appareil de direction économique.

Le prolétariat russe tient fermement sa position à l'avant-garde de la révolution mondiale.

B. MILIOUTINE.

Une Lettre de Gorki à Wells

Les ennemis de la Révolution russe ne se lassent pas de torturer les écrits de Maxime Gorki pour leur faire dire ce qu'ils ne disent pas. Tout récemment encore, le triste Merrheim se livrait à cet exercice dans une feuille financière. Quant à nous, nous ne nous laisserons pas de publier les écrits de Gorki, qui sont autant de démentis aux allégations des anti-bolcheviks professionnels. Voici une lettre de Gorki à Wells :

Le 26 avril, le *Times* a publié les impressions d'un Anglais récemment revenu de Russie. Entre autres choses, il raconte que l'on a trouvé des doigts humains dans le bouillon servi dans une des cuisines communales de Pétrograd. Si cette stupide absurdité avait été publiée dans une feuille obscure dont l'objet serait d'en appeler aux plus bas instincts des masses, je n'aurais accordé aucune attention aux ragots d'un individu furieux et fort peu spirituel, mais comme le *Times* a jugé bon de raconter cette histoire, je tiens à vous informer que l'histoire est fautive.

Croyez-moi, mon cher Wells, nous, Russes, nous n'avons pas encore atteint le stade du cannibalisme, et c'est une conviction que nous ne l'atteindrons pas, en dépit des efforts faits par les puissances occidentales, hautement civilisées, pour créer ici des conditions qui forceraient les Russes à tomber dans la sauvagerie et la dégénérescence.

Nous vivons en des temps où même l'imagination la plus perversie et la plus criminelle ne saurait forger un mensonge ou une calomnie qui pourraient être plus terribles et plus dégradants que l'actuelle vérité. Une de ces vérités révoltantes est la chasse à courre organisée contre la Russie, un pays qui consacre toute sa puissance créatrice à une expérience

sociale de la plus haute importance et d'une signification très grande pour l'humanité en général.

Nous, Russes, nous devons être laissés soit à notre sagesse, soit à notre folie. Dans l'un et l'autre cas, nous aurions fourni au reste de l'Europe un spectacle instructif. Et cependant l'Europe, représentée par la Grande-Bretagne et la France, essaie de nous étrangler. Je ne crois pas que l'Europe puisse y parvenir, mais il est possible que sa politique envers la Russie pousse les Russes dans la direction de l'Asie. Ne prévoyez-vous pas, dans cette union possible avec les nationalités asiatiques, une menace terrible pour la culture européenne ? En ce qui me concerne, cette question m'obsède comme un cauchemar.

Permettez-moi, pour conclure, de vous dire quelques mots sur Lénine. Il a été affirmé dans le *Times* que cet homme s'entoure d'un luxe asiatique, semi-barbare. C'est une invention honteuse. Lénine est dénué de l'amour du pouvoir. Il est puritain de nature, et vit aussi simplement et aussi modestement au Kremlin que lorsqu'il était « émigré » à Paris. C'est un grand homme et un honnête homme. Son rôle en Russie est celui d'une charrue colossale qui retourne infatigablement un sol en friche.

Croyez-moi, je ne ferme pas les yeux sur les manifestations négatives causées par la guerre et la révolution, mais, en même temps, je ne puis m'empêcher de voir la naissance dans la nation russe d'une force de volonté créatrice qui, pas à pas, est en train de transformer notre peuple en une puissance effectivement civilisée. Et, pour moi, c'est là le commencement des commencements, car au commencement était l'action.

Maxime GORKI.



LITTÉRATURE == == COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i>	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i>	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviets</i>	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

N'ATTENDEZ PAS...

...Un jour de plus pour vous abonner au **BULLETIN COMMUNISTE**, dont la collection forme un recueil unique d'articles et de documents sur le mouvement prolétarien international.

Tout militant sérieux doit lire et étudier les études serrées et approfondies des grands leaders de la révolution russe, artisans de la société communiste, publiées dans le **BULLETIN COMMUNISTE**.

Tout lecteur, tout abonné du **BULLETIN COMMUNISTE** doit avoir à cœur de nous trouver un nouveau lecteur, un nouvel abonné.

La Revue Communiste

12, rue Grange-Batelière

Directeur : CH. RAPPOPORT

Paraît tous les mois
Le numéro : 3 francs

NOTRE SOUSCRIPTION

23^e liste

Oscar Bloch (2^e versement), 10 fr. -- Liste de souscription n° 179, 41 fr. 15. — Deux camarades bolcheviks, 2 fr. — Un admirateur des Soviets, 1 fr. — Galan, Alger, 5 fr. — Jules Henry, 1 fr. — Liste de souscription n° 125, 17 fr. 20. — Dantz, Levallois, 8 fr. — Liste de souscription n° 211, 33 fr. — Après la conférence de Ker, 5 fr. — Une camarade, 9^e section, 10 fr. — Buire, 2 fr. — G. T., 1 fr. — Liste de souscription n° 260, 11 fr. 70. — Un instituteur, 5 fr. — Eugène Trouvé, 10 fr. — Un antimilitariste, 1 fr. — Maurice Oudin, 5 fr. — Liste de souscription n° 27, 12 fr. 50. — Georges Puech, 2 fr. — Henri Fouquet, 10 fr. — Deux communistes de Tours, 5 fr. — Liste de souscription n° 79, 33 fr. — Robert L. (2^e versement), 20 fr. — Liste de souscription n° 220, 21 fr. — Liste de souscription n° 134, versée par Humbert, 60 fr. 10. — Mme Denis (2^e versement), 10 fr. — Liste de souscription n° 25, 25 fr. — Un typo, 2 fr. — C. C., Lyon, 15 fr.

Total de la 23^e liste..... 424 fr. 65
Total des listes précédentes 5.461 fr. 95

Total général 5.886 fr. 60

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros..... 25 francs
20 numéros..... 10 francs
10 numéros..... 5 francs

ETRANGER

50 numéros..... 30 francs
20 numéros..... 12 francs
10 numéros..... 6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)